

Vannina Chiarelli-Luzi, présidente de l'office hydraulique de Corse : "Nous pouvons agir pour économiser des millions de mètres cubes d'eau"

Par Anne-C. Chabanonachabanon@corsematin.com

Publié le 25/04/25 à 11:00 - Mis à jour le 25/04/25 à 11:56



Vannina Chiarelli-Luzi : "Il existe une politique antigaspillage qui ne demande qu'à produire ses effets."
Fanny Hamard

La présidente de l'office hydraulique, Vannina Chiarelli-Luzi, estime que les chantiers engagés pour accroître les capacités de stockage et réhabiliter à grande échelle les réseaux fuyards sécuriseront la ressource. À la clé, des enjeux cruciaux dont l'Assemblée débat ce vendredi 25 avril.

Les conseillers territoriaux se penchent ce vendredi 25 avril sur la politique de l'eau de la Collectivité à travers le rapport présenté par la conseillère exécutive, Vannina Chiarelli-Luzi, désormais à la tête de l'office d'équipement hydraulique de la Corse (OEHC). Une discussion qui va compter en amont de l'élaboration par le comité de bassin de la prochaine programmation 2028-2033 qui définira une stratégie de gestion pour six ans.

Le plan Acqua Nostra, voté en 2020 à l'unanimité, visait à consolider les réserves en eau à long terme, avec une enveloppe de 600 M€ sur trente ans. Quid de sa mise en œuvre cinq ans après, alors que les ressources sont sous pression et que les critiques pleuvent ?

J'entends cette petite musique qui monte et consiste à dire que nous n'avons pas suffisamment saisi le dossier à bras-le-corps. Pourtant, un rapport voté à l'unanimité en avril 2023 - pour lequel le plan Acqua Nostra a servi de base - a listé plusieurs chantiers sur dix ans, adossés à un financement de 240 M€, à raison de 20 M€ par an. Avec un double objectif, à la clé, réaliser des économies et aider à résorber le retard infrastructurel historique que nous avons accumulé.

À l'été 2024, Gilles Giovannangeli, alors président de l'office, avait réaffirmé vouloir consacrer, sur ces 240 M€ dont une partie est financée par le PTIC (Plan de transformation et d'investissement pour la Corse), 160 M€ au renforcement des capacités de stockage. Ont-ils été investis et pour quels résultats ?

Les travaux de rehaussement du barrage de Figari ont débuté en 2024 pour pouvoir stocker 2 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires qui s'ajoutent à une capacité actuelle de 5,7 millions. De surcroît, un surpresseur a été ajouté à Porto-Vecchio afin de sécuriser la zone et d'alimenter le nord de la commune, sachant que le barrage de l'Ospedale apporte, quant à lui, un volume de 3,2 millions de mètres cubes.

"Certaines régions sont plus vulnérables que d'autres"

Pourquoi faire de Figari un point stratégique ?

Le réchauffement climatique nous a guidés dans nos choix. Nous avons constaté que certaines régions sont plus vulnérables que d'autres, dont le sud-est, et la Balagne. D'où l'attention portée au barrage de Codole, d'une part. Et à la Plaine orientale, de l'autre, avec, à l'horizon, la réalisation - les études environnementales sont en cours - d'une nouvelle retenue collinaire située à Vaddina, d'environ 9,5 millions de mètres cubes. Les premiers coups de pioche sont attendus fin 2027 pour une livraison début 2030.

Quel calendrier pour le barrage de Codole ?

Les entreprises vont commencer à être consultées en septembre. Les travaux généreront 1,3 million de mètres cubes de retenue en complément de l'existant. Il ne faut pas non plus, oublier le barrage de Peri, en Haute-Corse, en train d'être mis en conformité, et qui sera à nouveau opérationnel fin 2025. En tout, la Corse dispose donc d'un potentiel de 80 millions de mètres cubes si l'on additionne les dix ouvrages de l'OEHC et les prises d'eau sur les barrages EDF.

Les taux de remplissage des ouvrages gérés par l'office sont-ils de nature à écarter le risque de pénurie à la veille de la saison estivale ?

Tous les barrages sont remplis, hormis Figari qui affiche un niveau de 70 % et dont le stock se reconstitue, tandis que le barrage d'Alesani a pris le relais de Peri. La saison estivale, sans préjuger d'éventuelles périodes de canicule, s'annonce plutôt sereine de ce côté-là.

Le protocole EDF de 1987 prévoyait quatre grands barrages, trois ont été réalisés, manque celui d'Olivese sur le Taravo. Le projet a-t-il été définitivement abandonné par la Collectivité ?

Nous avons souhaité aller vite, en privilégiant des solutions économiques, et afin de parer au plus pressé, jusqu'à 2033, date à laquelle la programmation qui démarre en 2028 arrivera à échéance. Pour autant, rien ne nous empêche, sur cette période prospective, de discuter de futures infrastructures. Mais sans perdre de vue un principe de réalité, un barrage, c'est quinze ans de travaux.

Le plan Acqua Nostra, toujours lui, avait dressé un bilan très mitigé des rendements des réseaux, pointant vétusté, fuites, inefficience. Avez-vous colmaté les brèches ?

Nous avons commencé, en tout cas. En corollaire, quelque 80 M€ dédiés aux extensions de nouveaux réseaux agricoles pour les jeunes agriculteurs, à la réfection des canalisations vétustes, et au remplacement des réseaux fuyards. Nous avons estimé à 5 millions de mètres cubes, autrement dit la capacité d'un barrage, les économies qui en découleraient.

"L'eau fait partie des priorités de l'exécutif"

Vous prônez la sobriété dans l'utilisation que chacun fait de l'eau, des particuliers aux professionnels. Par quels moyens y parviendrez-vous ?

Notamment à travers le travail concerté avec l'Odarc (office de développement agricole et rural de la Corse) et la chambre d'agriculture sur de nouvelles techniques d'arrosage, via une réflexion sur les ratios des filières également qui auraient matière à être repensés, et encore dans de nouveaux compteurs économiques, il existe une politique antigaspillage qui ne demande qu'à produire ses effets.

Comment accompagnez-vous les communes ?

Avec des projets territoriaux de gestion de l'eau. Nous avons mis en place celui du Cap, celui du Fiumorbu va suivre, pour voir de quelle façon nous pouvons épauler les maires sur l'adduction d'eau, le prolongement des réseaux et leur optimisation.

La situation budgétaire de la Collectivité n'est pas bonne, c'est peu dire. Avez-vous les financements de vos ambitions ?

L'eau fait partie des priorités de l'exécutif, 20 M€ alloués par an, ce n'est pas anodin. Il n'y aura pas de coupes claires sur ce secteur.

Le comité de bassin de Corse est le seul du territoire hexagonal à ne pas être doté de sa propre agence de l'eau, en opposition avec l'ancrage territorial prôné par la loi de 1964. À quand la création d'un établissement public d'État ?

Nous l'appelons de nos vœux depuis longtemps, et ce n'est pas une lubie. Sur les 38 membres du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (*l'une des six agences françaises chargées de la lutte contre la pollution et de la protection des milieux aquatiques, ndr*), il n'y en a que trois pour la Corse alors que nous multiplions les spécificités. Le but, c'est évidemment de pouvoir être maître de nos décisions. J'ai bon espoir que nous puissions porter la création de cet organisme. Le processus d'autonomie pourrait nous y aider.

On prête beaucoup de pouvoir à un processus à l'arrêt depuis des mois. Vous continuez d'y croire, malgré les obstacles qui s'accumulent ?

Dur comme fer.